

Les crédits

et des services canadiens. Je n'ai pu obtenir aucun appui des réformistes.

Pourtant, l'ancien député de Kelowna, M. Al Horning, nous a accompagnés lors de cette mission à Beijing, en Chine. Il s'y est rendu expressément pour vendre les pommes de la vallée de l'Okanagan, et aussi du ginseng.

Les réformistes ne peuvent pas jouer sur les deux tableaux. Ils disent à la Chambre des communes qu'ils refusent toute ingérence ou toute aide du gouvernement, mais nous avons ici un exemple précis où, à mon avis, nous devrions collaborer et non seulement venir à l'aide des producteurs de fruits destinés à la transformation, mais également nous efforcer de régler le problème des céréales.

C'est là où je veux en venir. Le Parti réformiste doit se décider. Ou bien il a besoin de l'aide du gouvernement du Canada, ou bien il n'en a pas besoin. C'est l'un ou l'autre.

M. Stinson: Monsieur le Président, encore une fois, j'ai écouté le député de l'autre côté et, à mon avis, il a les oreilles bouchées ou il ne comprend pas. On ne comprend pas vraiment de l'autre côté ce qui se dit de côté-ci de la Chambre.

Tout d'abord, qui dit que, parce que nous ne sommes pas du même côté, un parti ou un autre ne peut proposer une politique partiellement appuyée par les autres partis? Seuls les libéraux disent que, si ce n'est pas une politique libérale, personne ne devrait l'appuyer.

J'ai suivi les débats à la Chambre depuis le début de cette législature. Tout ce que j'ai entendu, c'est combien vous, qui êtes en face, souhaitez que tout aille bien dans le pays. Or, vous voilà assis de l'autre côté et vous refusez d'accepter toute suggestion venant de quelque parti de ce côté-ci. Si une suggestion ne vient pas d'un libéral, ça ne passe pas. C'est votre façon de penser.

M. Mills (Broadview—Greenwood): Travaillez avec les séparatistes!

• (1140)

M. Stinson: Vous voyez, ils recommencent. Quand ça ne leur plaît pas, tout le monde est contre le Canada. Nous avons essayé de présenter à la Chambre des projets de loi et des motions qui sont tout à fait dans l'intérêt du Canada, mais les députés de ce côté-là ne les appuient pas. Ils continuent avec leur rhétorique.

Le caucus du Parti réformiste vous a toujours dit que vous ne pouviez pas tout couper.

Une voix: Vous devez travailler avec le Bloc.

M. Stinson: Non, non. Nous essayons de travailler avec le gouvernement. Malheureusement, certains députés de l'autre côté refusent d'écouter.

Vous ne pouvez pas essayer d'accroître la production des compagnies par le truchement de subventions, mais vous ne pouvez pas non plus toutes les éliminer instantanément. Ce n'est pas ainsi que ça fonctionne. Pour commencer, les règles du jeu doivent être équitables. Le député, ou son collègue, l'a dit avant au sujet des barrières commerciales interprovinciales. Nous

avons dans notre pays plus de barrières commerciales entre les provinces qu'avec les autres pays.

Cela dure depuis des années. Vous avez eu l'occasion de faire quelque chose. À présent, vous commencez à écouter un petit peu. Pas beaucoup, juste un petit peu. Je peux comprendre. Dommage qu'ils ne comprennent pas de l'autre côté!

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît! Le temps de parole du député est écoulé. Je rappelle aux deux députés qui viennent de prendre la parole qu'ils doivent s'adresser à la présidence. Le «vous» est réservé à la personne qui occupe le fauteuil, et non aux personnes de l'autre côté de la Chambre.

M. Herb Grubel (Capilano—Howe Sound): Monsieur le Président, je m'intéresse à la question du développement économique depuis trente ans. Je voudrais apporter au débat un point de vue historique.

Après la guerre, dans les années 50 et 60, deux modèles de développement économique étaient en vogue dans les milieux universitaires, ainsi que dans la vraie vie. D'un côté, il y avait le modèle de l'Union soviétique, qui promettait de régler tous les problèmes de développement économique en recourant à un gouvernement central qui planifierait tout et contrôlerait rigoureusement la vie des gens.

De l'autre, il y avait le modèle libéral du XIX^e siècle qui soutenait que le développement économique était essentiellement la responsabilité des particuliers et que le rôle du gouvernement devait se limiter à établir des règles pour défendre et définir les droits de propriété et l'ordre public ainsi que protéger les particuliers contre l'ingérence du pays et de l'étranger. Ce modèle préconisait le recours à un gouvernement minimal pour libérer les énergies et l'esprit d'entreprise des particuliers.

Au cours de cette période, on a longuement discuté du modèle qui était le plus susceptible d'accroître le bien-être des gens. Il s'agissait d'un modèle foncièrement théorique car nous n'avions jamais fait l'expérience d'un modèle de planification semblable à celui qui était utilisé en Union soviétique.

Nous savons maintenant ce qui en est. Nous savons maintenant que l'Union soviétique n'a jamais connu le succès qu'elle était censée connaître et que ce type de planification ne fonctionne pas.

En même temps, nous assistons à la réussite vraiment remarquable des tigres asiatiques, Singapour, Taiwan et Hong Kong, qui, en très peu de temps, grâce à l'utilisation du modèle libéral axé sur le marché qui était préconisé par les philosophes du XIX^e siècle, ont pu atteindre des taux de croissance économique sans précédent.

Je pense que le Canada peut tirer une leçon de ce qui s'est passé récemment et qu'il devrait le faire. Malheureusement, après la guerre, le gouvernement du Canada a cherché à se rapprocher du modèle qui a connu les résultats que l'on sait en Union soviétique et à Cuba. Je ne veux pas dire ici que nous sommes devenus un État totalitaire. Je tiens simplement à dire que le gouvernement s'est donné un grand rôle à jouer dans le domaine du développement économique, contrairement à l'idée préconisant que le gouvernement doit se contenter de faciliter le